

Une situation humanitaire alarmante

L'Afrique centrale continue de faire face à des défis humanitaires sans précédent. Selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la région comptait plus de 11,2 millions de personnes déplacées, dont 8,2 millions de déplacés internes et plus de 2,6 millions de réfugiés et demandeurs d'asile. Ces déplacements massifs sont aggravés par les attaques terroristes dans le Bassin du Lac Tchad ainsi que les crises prolongées en République centrafricaine (RCA), dans les régions anglophones du Cameroun et à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) - où le groupe armé M23 s'est emparé de la ville de Goma (Nord-Kivu). Par ailleurs, la crise au Soudan a entraîné un afflux important de réfugiés vers le Tchad et la RCA, mettant à rude épreuve les capacités d'accueil des pays voisins. Outre les conflits armés, la région est confrontée à des catastrophes naturelles récurrentes, telles que les inondations, les sécheresses prolongées et les éruptions volcaniques. Ces phénomènes climatiques entraînent des conséquences dévastatrices sur les populations, détruisant des infrastructures vitales et aggravant l'insécurité alimentaire. Les crises sanitaires, comme celles liées à la COVID-19, la fièvre hémorragique Ebola et la variole MPOX, continuent de fragiliser les systèmes de santé de plusieurs pays.

(Source : <https://unoca.unmissions.org/crise-humanitaire-en-afrique-centrale%C2%A0-1%E2%80%99onu-salue-1%E2%80%99engagement-des-etats-%C3%A0-jeter-les-bases-d%E2%80%99une>)

Détérioration de la situation humanitaire en RDC

Le Bureau des Nations unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) a indiqué, mardi 6 mai 2025, que la situation humanitaire continue de se détériorer dans l'Est de la RDC. La violence armée continue de forcer des milliers de personnes à fuir leurs foyers notamment dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. Au Sud-Kivu, les affrontements armés se sont poursuivis dans plusieurs zones des territoires de Walungu, Kalehe et Uvira, aggravant une crise de déplacement déjà grave, a précisé le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq. « Si les chiffres exacts des déplacements restent à vérifier, nos partenaires humanitaires estiment que les combats en cours ont déplacé plus de 19 000 personnes dans la région de Bunyakiri, dans le territoire de Kalehe, depuis le 23 avril », a-t-il dit. « Des violations des droits humains continuent d'être perpétrées dans le territoire de Kalehe ». Au Nord-Kivu, l'escalade des combats depuis le 2 mai dans le territoire de Lubero a déplacé plus de 30 000 personnes vers les zones voisines, selon les partenaires locaux.

(Source : <https://news.un.org/fr/story/2025/05/1155321>)

RDC-Rwanda : l'espoir d'un accord de paix face à la crise humanitaire

Selon les Nations unies, plus d'un million de personnes, dont près de 400 000 enfants, ont été nouvellement déplacées depuis janvier 2025, s'ajoutant aux cinq millions de déplacés internes recensés avant la récente flambée des violences. Dans un contexte de crise humanitaire sans précédent, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont signé à Washington une Déclaration de principes marquant une avancée majeure vers une désescalade des tensions à l'Est de la RDC. La déclaration prévoit le respect mutuel des souverainetés et de l'intégrité territoriale, la résolution pacifique des différends, ainsi que la fin du soutien aux groupes armés déstabilisant la région. Les deux parties se sont engagées à produire un projet d'accord de paix global, afin de transformer cet engagement en solutions concrètes. Outre l'engagement sécuritaire, la déclaration encourage le retour volontaire et sécurisé des déplacés ainsi que la création de nouvelles chaînes de valeur économique régionale, avec la participation annoncée du secteur privé américain. Bien que la signature suscite un regain d'espoir, nombre d'observateurs restent prudents, rappelant que de précédentes tentatives de cessez-le-feu se sont soldées par des échecs.

(Source : <https://french.news.cn/20250427/5fe1fb1a235a4ce1b1d0d9b3adfc6e97/c.html>)

Soudan : la crise humanitaire la plus grave au monde menace la stabilité régionale

Alors que le conflit soudanais entre dans sa troisième année, les déplacements massifs et les combats transfrontaliers s'étendent aux pays voisins, aggravant une crise humanitaire déjà catastrophique. Plus de 12,7 millions de personnes, soit près d'un tiers de la population, ont été contraintes de fuir leurs foyers, dont 3,7 millions vers les pays voisins. Fati N'Zi-Hassane, directrice d'Oxfam en Afrique, a déclaré : « nous assistons déjà à des affrontements entre des groupes armés du Sud-Soudan et du Soudan. Cette situation instable couve comme un volcan sur le point d'entrer en éruption d'une minute à l'autre. Si les combats ne cessent pas et si la crise humanitaire n'est pas résolue, la situation pourrait rapidement se transformer en une véritable catastrophe régionale ». Deux des pays hébergeant des réfugiés, le Sud-Soudan et le Tchad, comptent déjà parmi les pays les plus pauvres du monde. Ils sont aux prises avec des conflits, l'insécurité alimentaire et les chocs climatiques, ce qui les rend mal équipés pour gérer la crise. Au Sud-Soudan, l'arrivée de personnes fuyant le conflit soudanais a augmenté la pression sur des ressources déjà limitées, ce qui aggrave les tensions locales et menace la paix fragile que le Sud-Soudan s'est efforcé de maintenir.

(Source : <https://oxfambelgique.belsoudan-la-crise-humanitaire-la-plus-grave-au-monde-menace-la-stabilite-regionale>)

Une crise alimentaire menace l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

Dans toute l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, le désespoir et la faim augmentent, sous l'effet conjugué de la flambée des prix, de phénomènes météorologiques extrêmes, de conflits et d'une forte baisse de l'aide humanitaire. Près de 53 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire au cours de la période de soudure de juin à août, soit 16 millions de plus qu'au début de l'année, selon les conclusions des experts. Près de 3 millions de personnes risquent de souffrir d'une faim urgente ou catastrophique, les niveaux de faim les plus élevés. Alors même que les besoins augmentent, le manque de financement a contraint le PAM à réduire l'aide alimentaire à des millions de personnes au cours des mois les plus difficiles de cette année. « Les choses vont très mal ; le Niger et le Mali, par exemple, ont subi des réductions de financement de plus de 45 pour cent par rapport à l'année dernière », déclare Margot van der Velden, directrice régionale du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. « Il s'agit d'une tendance qui ne cesse de s'aggraver en termes de sécurité alimentaire et de malnutrition. Et les perspectives d'inondations en 2025 sont également inquiétantes. »

(Source : <https://reliefweb.int/report/chad/une-crise-alimentaire-menace-lafrique-de-louest-et-lafrique-centrale-lap proche-de-la-période-de-soudure>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.